

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.864/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 6 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise (Doc. parl., Chambre, DOC 51 2540/001) ainsi que sur les amendements n^{os} 1 à 10 de M. A. Borginon (Doc. parl., Chambre, DOC 51 2540/002)", a donné le 3 août 2006 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.864/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 juli 2006 door de Voorzitter van de Kamer volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek (Parl. St., Kamer, DOC 51 2540/001) alsook over de amendementen nrs 1 tot 10 van de H. A. Borginon (Parl. St., Kamer, DOC 51 2540/002)", heeft op 3 augustus 2006 het volgende advies gegeven :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Observation générale

Portée du texte en projet

1. La proposition de loi examinée s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'arriéré judiciaire. Le texte proposé vise à améliorer la procédure d'expertise afin de la rendre plus rapide et plus souple, en remédiant notamment à certains inconvénients de la procédure actuelle : juges ordonnant trop facilement une expertise sans utiliser pleinement les modes de preuve plus rapides ou moins onéreux prévus par le Code judiciaire; durée excessive de certaines procédures d'expertise en raison du manque de diligence des experts ou des parties; encadrement insuffisant des experts durant le cours de l'expertise ⁽¹⁾.

Plusieurs propositions de loi ont été déposées au cours de ces dernières années en vue d'améliorer la procédure d'expertise. Certaines de celles-ci ont été soumises à l'avis du Conseil supérieur de la Justice ⁽²⁾. Le texte à l'examen est le résultat du travail d'un groupe de parlementaires qui intègre, en partie, ces propositions de loi et avis antérieurs du Conseil supérieur de la Justice.

⁽¹⁾ Voir l'avis du Conseil supérieur de la Justice du 9 octobre 2002 relatif à un avant-projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure, spéc. pp. 37-38 à propos de l'expertise.

⁽²⁾ La liste de ces propositions, ainsi que des avis du Conseil supérieur de la justice auxquels elles ont donné lieu, figure à la page 4 de la proposition de loi à l'examen.

La proposition de loi à l'examen contient essentiellement des dispositions de procédure : elle souligne la subsidiarité de la procédure d'expertise par rapport aux autres moyens de preuve; elle attribue au juge un rôle plus actif en vue, notamment, de raccourcir la durée des procédures d'expertise; elle précise le système de paiement des frais et honoraires des experts. En vue d'assurer l'efficacité de ce dernier aspect de la réforme, la proposition de loi introduit par ailleurs dans le Code pénal un nouvel article 509*quater*, qui sanctionne pénalement l'expert qui accepterait un paiement direct non autorisé de la part d'une partie à la cause.

2. Les amendements proposés ont essentiellement pour objet d'instaurer un système de listes d'experts qui seraient agréés en tant qu'experts judiciaires auprès des tribunaux ⁽³⁾. Ils comportent en outre une modification du Code pénal destinée à sanctionner le port abusif du titre d'expert judiciaire, et quelques dispositions de procédure.

Actuellement, l'article 991 du Code judiciaire dispose comme suit :

"Les cours et tribunaux peuvent établir des listes d'experts selon les règles fixées par le Roi."

Un projet d'arrêté royal visant à exécuter cette disposition a été soumis au Conseil d'État en 1999 mais, à la suite des observations très critiques émises par la section de législation dans l'avis 28.798/2, donné le 31 mai 1999, ce projet a été abandonné ⁽⁴⁾.

La proposition de loi actuellement à l'examen ne contient plus de disposition analogue à celle de l'actuel article 991 du Code judiciaire, celui-ci étant remplacé par une disposition de portée différente.

⁽³⁾ À ce sujet, voir les différentes propositions de loi antérieurement déposées, ainsi que l'avis du Conseil supérieur de la Justice du 29 juin 2005 sur sept propositions de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise (Doc. parl., Chambre, DOC 51 0073/002, spéc. p. 9 et s.).

⁽⁴⁾ Voir sur ce point les développements précédant la proposition de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise", déposée le 25 mai 2005 par T. Van Parys et crts, Doc. parl., Chambre, DOC 51 1806/001, p. 3.

Dans la mesure où les amendements visent à introduire dans le Code judiciaire un système de listes d'experts judiciaires agréés auprès des tribunaux, ils ont trait à l'organisation judiciaire. De plus, en ce que ces amendements confèrent au procureur du roi la prérogative d'autoriser (par la voie d'un avis positif) l'inscription d'un expert sur la liste, et au juge celle de suspendre ou de mettre fin à cette inscription, ils ont également trait à la compétence des cours et tribunaux ⁽⁵⁾.

Observations particulières

Intitulé

La portée de la proposition de loi est plus vaste que ce que laisse entendre son intitulé, puisqu'elle vise également à modifier le Code pénal. L'intitulé pourrait être modifié comme suit :

"Loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et insérant un article 509*quater* dans le Code pénal".

Dispositif

Article 1^{er}

Les dispositions contenues dans le chapitre II de la proposition de loi sont des dispositions de procédure. De telles dispositions ne relèvent pas des matières visées à l'article 77, alinéa 1^{er}, 9°, de la Constitution ⁽⁶⁾, et doivent donc être adoptées selon la procédure bicamérale imparfaite prévue à l'article 78 de la Constitution.

⁽⁵⁾ Pour les conséquences qui en découlent, voir ci-après l'observation particulière relative à l'article 1^{er} de la proposition à l'examen.

⁽⁶⁾ Voir en ce sens l'avis 37.018/2, donné le 18 mai 2004, sur un avant-projet devenu la loi du 31 mai 2005 modifiant la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (Moniteur belge du 16 juin 2005).

Par contre, ceux des amendements qui ont trait à l'instauration d'un système de listes d'experts judiciaires agréés, relèvent de l'organisation judiciaire et de la compétence des cours et tribunaux, ainsi qu'il a été relevé dans l'observation générale. Ces dispositions devront faire l'objet d'une loi distincte adoptée selon la procédure bicamérale parfaite prévue à l'article 77 de la Constitution ⁽⁷⁾.

Quant à l'article 30*bis* nouveau insérant un article 227*quater* dans le Code pénal (amendement n° 9), il pourra être adopté au plus tôt en même temps que cette loi distincte, dont il assure le respect.

Parmi les amendements proposés, seul celui relatif à l'article 29 (amendement n° 10 : ajout d'un paragraphe 3 dans l'article 991, en projet) constitue une disposition de procédure indépendante du système des listes d'experts et peut être adopté dès à présent selon la procédure de l'article 78 de la Constitution.

Articles 4 et 5

1. La proposition de loi contient une double lacune entre les articles 4 et 5 :

- elle ne mentionne pas ce qu'il advient des articles 963 à 965 actuels du Code judiciaire;
- elle contient une sous-section 1 et une sous-section 3 mais pas de sous-section 2.

Les amendements déposés prévoient certes l'insertion, dans le Code judiciaire, d'une sous-section 2 intitulée "Des listes", ainsi que des articles 963 à 965

⁽⁷⁾ La section de législation a rappelé à plusieurs reprises que les dispositions concernant les compétences des juges et des membres du ministère public relèvent de la procédure de l'article 77 de la Constitution (voir p. ex. : l'avis 31.367/2, donné le 11 juin 2001, sur un avant-projet devenu la loi du 19 décembre 2002 portant extension des possibilités de saisie et de confiscation en matière pénale (Moniteur belge du 14 février 2003); l'avis 37.950/2, donné le 12 janvier 2005, sur un avant-projet devenu la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (Moniteur belge du 15 juin 2006).

nouveaux du Code judiciaire relatifs aux listes d'experts judiciaires agréés. Toutefois, pour les motifs exposés dans l'observation particulière relative à l'article 1^{er}, ces amendements ne peuvent pas être intégrés dans la proposition de loi à l'examen. Celle-ci devra donc préciser que les articles 963 à 965 du Code judiciaire sont abrogés. Quant aux sous-sections prévues par la proposition de loi, elles devront recevoir une numérotation continue.

2. À l'article 5, il serait plus clair d'écrire : "qui contiendra les articles 966 à 971, inchangés, et libellés comme suit, ...".

Article 6

L'intitulé de la sous-section 4 (devenant la sous-section 3) gagnerait à être libellé comme suit : "Déroulement de l'expertise".

Article 7

(article 972, en projet, du Code judiciaire)

1. Les auteurs de la proposition de loi veilleront à utiliser une terminologie juridiquement correcte et en harmonie avec les dispositions du Code judiciaire. Par exemple, à l'article 972, alinéa 1^{er}, en projet, il convient d'écrire : "Le jugement qui ordonne l'expertise" (et non : "La décision qui ordonne l'expertise").

Cette observation vaut également pour la suite du texte.

2. Les différentes étapes de la procédure prévue à l'article 972, en projet, devraient être clarifiées, notamment celles prévues à l'alinéa 2 de cette disposition. La suite du texte de la proposition utilisant la notion de "réunion d'installation" ⁽⁸⁾, l'article 972, alinéa 2, en projet, devrait faire apparaître clairement si cette "réunion

⁽⁸⁾ Notamment à l'article 8.

d'installation" est la comparution en chambre du conseil, mentionnée dans cet alinéa 2, ou s'il s'agit de la "première réunion" mentionnée dans le même alinéa.

La chronologie des deux réunions prévues dans l'article 972, alinéa 2, en projet, devrait également ressortir plus clairement du texte : il vaudrait mieux mentionner la "première réunion", qui précède la réunion en chambre du conseil, avant qu'il ne soit fait mention de cette dernière réunion. Le texte devrait aussi distinguer plus clairement quel est l'objet de chacune de ces deux réunions.

3. La section de législation se demande pourquoi l'article 972, alinéa 2, en projet, est rédigé sous la forme d'une simple faculté ("La décision (lire : le jugement) peut aussi fixer la date..."), alors qu'une décision sur les différents points énumérés dans cette disposition devra de toute manière être prise dans le cours de la procédure d'expertise. Le texte n'indique par ailleurs pas comment se déroule la procédure si la décision (lire : le jugement) ne fixe pas de date de comparution en chambre du conseil. La disposition en cause devra être revue sous ces aspects.

4. Dans l'énumération figurant à l'article 972, alinéa 2, en projet, il serait préférable que les deux derniers tirets soient inversés, ce qui ferait mieux apparaître que le rapport final de l'expert tiendra compte des observations formulées par les parties sur l'avis provisoire de l'expert.

Article 9

(article 973, en projet, du Code judiciaire)

1. Il vaudrait mieux supprimer le paragraphe 3 de l'article 973, en projet, et rédiger comme suit le début du paragraphe 1^{er} de cette même disposition :

"Art. 973. Le juge qui a ordonné l'expertise, ou le juge désigné à cet effet, suit l'expertise ...".

.../...

La désignation du juge chargé de suivre l'expertise se fera ainsi selon les règles normalement applicables au sein du tribunal, ce qui ne serait pas nécessairement le cas dans le système envisagé par le paragraphe 3 en projet.

2. Au paragraphe 2, alinéas 1^{er}, 3 et 5, en projet, au lieu d'écrire "les parties défaillantes", il serait plus clair d'écrire : "les parties qui ont fait défaut lors de la réunion visée à l'article ...".

Au paragraphe 2, alinéa 5, en projet, au lieu d'écrire "l'expert confirmé, l'expert déchargé ou le nouvel expert désigné...", il paraît plus approprié d'écrire : "l'expert confirmé, ou l'expert déchargé et le nouvel expert désigné ...".

Article 10

(article 974, en projet, du Code judiciaire)

Au paragraphe 1^{er}, au début du deuxième tiret, il est suggéré d'insérer les mots "le cas échéant, ...".

Au paragraphe 3, dans la version française, au lieu d'écrire "avenue dans les délais", mieux vaudrait écrire "introduite en temps utile".

Article 11

(article 975, en projet, du Code judiciaire)

1. Les développements de la proposition ne permettent pas d'apprécier l'utilité de la possibilité donnée au juge, à l'article 975, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, de fixer un délai plus court que huit jours et dans lequel l'expert avisera les intéressés du début de ses travaux, alors que le délai dont bénéficie l'expert, en vertu du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la même disposition, pour entamer ses travaux, n'est pas affecté par cette abréviation de délai.

Au surplus dans le texte français, il faut lire "conseils" au lieu de "conseillers".

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il serait utile de préciser si la formalité dont les parties peuvent dispenser l'expert est uniquement l'envoi d'une lettre recommandée, ou l'envoi d'une convocation en général.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, il paraît à première vue contradictoire d'affirmer que l'expert est tenu de consentir au report, et de prévoir ensuite qu'il doit informer le juge de tout refus de report. Si cette dernière éventualité vise le cas où le report est demandé moins de cinq jours avant le début des travaux, il serait utile de le préciser.

Le Conseil d'État se demande par ailleurs pourquoi l'expert doit informer le juge des refus de report, mais non des reports accordés ?

Article 14

(article 978, en projet, du Code judiciaire)

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est suggéré d'écrire : "Le rapport final est daté et relate la présence ...".

Article 18

(article 982, en projet, du Code judiciaire)

1. Dans le texte français de l'article 982, en projet, du Code judiciaire, il y a lieu d'écrire "expert(s)" au lieu de "expert(s) judiciaire(s)". Ceci afin d'adopter une dénomination uniforme.

2. Au début de l'alinéa 2, il est suggéré de remplacer les mots "Les experts judiciaires" par les mots "Si plusieurs experts ont été désignés, ils ...".

Dans ce même alinéa, le mot "pluralité" devrait être remplacé par le mot "majorité".

Article 19

(article 983, en projet, du Code judiciaire)

Il serait utile de préciser si le jugement visé est le jugement clôturant l'instance.

Dans le texte français il convient d'écrire "expert" au lieu de "expert judiciaire". Cette dernière observation vaut également pour l'article 20 de la proposition.

Article 21

(article 984, en projet, du Code judiciaire)

L'article 984, en projet, envisage le cas où

"(...) Le juge ne trouve pas dans le rapport les éclaircissements suffisants ou si le rapport présente de graves erreurs".

Cette deuxième hypothèse est nécessairement couverte par la première, de sorte qu'il y a lieu d'omettre les mots "ou si le rapport présente de graves erreurs".

Article 23

(article 986, en projet, du Code judiciaire)

À l'article 986, en projet, le mot "expert" est utilisé, tantôt au singulier, tantôt au pluriel; il y aurait lieu d'harmoniser la forme employée.

Article 24

Il vaudrait mieux remplacer l'intitulé de la sous-section 6 (devenant la sous-section 5) par l'intitulé suivant : "Les frais et honoraires des experts".

Article 26

(article 988, en projet, du Code judiciaire)

Dans le texte français de l'article 988, en projet, à l'alinéa 1^{er}, avant les mots "consigner" et "libérer", il convient d'insérer chaque fois le mot "faire".

À l'alinéa 3, avant les mots "la consignation", il convient d'insérer le mot "d'ordonner".

Article 28

(article 990, en projet, du Code judiciaire)

À l'alinéa 2, il conviendrait de préciser dans quel délai l'expert doit déposer son état de frais et d'honoraires.

Article 30

(article 991*bis*, en projet, du Code judiciaire)

1. À l'alinéa 1^{er}, il est fait référence à "la taxation définitive" : cette expression est équivoque et gagnerait à être explicitée. Les auteurs de la proposition visent-ils par là la taxation complète de l'état de frais et d'honoraires de l'expert ?

2. À l'alinéa 2 de l'article 991*bis*, en projet, après les mots "paiement direct", il est suggéré d'insérer les mots "des parties".

Intitulé du chapitre III

Le chapitre III de la proposition de loi ne prévoyant qu'une seule modification du Code pénal, le pluriel utilisé dans l'intitulé de ce chapitre ne paraît pas justifié.

Observations relatives aux amendements

Les développements accompagnant la proposition de loi se terminent par les observations suivantes : ⁽⁹⁾

"La présente proposition de loi ne contient aucune disposition concernant l'établissement de listes d'experts ou le statut des experts. Le groupe de travail souhaitait examiner plus avant cette matière en commission de la Justice."

Les amendements proposés prévoient par contre l'introduction, dans le Code judiciaire, d'un système de listes d'experts judiciaires parmi lesquels le juge devrait en principe choisir l'expert qu'il désigne.

Outre l'observation particulière formulée sur l'article 1^{er} de la proposition de loi, à laquelle il est renvoyé, ces amendements appellent les observations suivantes.

D'une manière générale, les amendements proposés ne témoignent pas d'un examen suffisamment approfondi d'une série de questions liées à la création de listes d'experts. De nombreuses questions ne sont pas abordées, ou le sont de manière inadéquate. Peuvent être relevés à cet égard, sans intention d'exhaustivité, les aspects suivants des amendements déposés :

1. amendement n° 3 (article 963, en projet, § 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du Code judiciaire) : la nature de la qualification ou de l'expérience requises n'est pas précisée; il semble indispensable, notamment, de distinguer les qualifications et l'expérience requises par type de contentieux (médical, automobile, immobilier ...); ces questions sont trop fondamentales pour que leur solution puisse être déléguée à l'exécutif, comme le prévoit l'avant-dernier alinéa du paragraphe 3 de la même disposition;

⁽⁹⁾ Doc. parl., Chambre, DOC 51 2540/001, p. 6.

2. amendement n° 3 (article 963 en projet, § 3, dernier alinéa, du Code judiciaire) : la manière dont l'appartenance linguistique peut être établie (diplôme, examen linguistique...) devrait être précisée;
3. amendement n° 5 (article 965, en projet, § 2, alinéa 4, dernière phrase, du Code judiciaire) : la question des voies de recours que l'expert peut exercer contre les décisions relatives à son inscription sur la liste des experts a trait à l'organisation des cours et tribunaux⁽¹⁰⁾ et doit faire l'objet d'une loi adoptée conformément à l'article 77 de la Constitution; la délégation à l'exécutif prévue par la disposition en cause n'est donc pas admissible;
4. il n'apparaît pas que l'incidence éventuelle du droit de l'Union européenne ait été examinée par l'auteur des amendements; à cet égard, le Conseil d'État relève notamment les aspects suivants des amendements, pour lesquels les options retenues devront pouvoir être justifiées au regard du droit communautaire en cas de recours ultérieurs :

a) l'obligation imposée à l'expert de communiquer son appartenance linguistique (comprise comme visant le français ou le néerlandais) n'est-elle pas de nature à écarter les experts des autres États membres de l'Union européenne, et si oui, une telle exclusion est-elle justifiable au regard des exigences des traités communautaires ?

b) dans une proposition de loi du 12 février 2004 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, était abordée⁽¹¹⁾ notamment l'incidence que pouvait avoir la directive 89/48/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui

⁽¹⁰⁾ L'auteur des amendements suggère, dans la justification relative au paragraphe 2, de confier les recours en matière de non-inscription, suspension, radiation ou retrait de la liste des experts à un juge d'un autre arrondissement "susceptible de statuer sur ce recours avec l'objectivité requise".

⁽¹¹⁾ Doc. parl., Chambre, DOC 51 0799/001, p. 6.

sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans ⁽¹²⁾; les amendements déposés ne font pas apparaître que l'incidence éventuelle de cette directive ait été examinée;

c) ni la proposition de loi à l'examen, ni les amendements introduits, ni les propositions de loi antérieurement déposées en la matière, ni les avis du Conseil supérieur de la Justice rendus à leur sujet, n'ont abordé la question suivante : l'activité des experts judiciaires, qui constitue une prestation de services, ne tombe-t-elle pas dans le champ d'application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services ⁽¹³⁾, qui transpose notamment la directive 92/50/CEE du Conseil, du 18 juin 1992, portant coordination des procédures de passation des marchés publics de service ⁽¹⁴⁾, et, si oui, quelles doivent en être les conséquences en ce qui concerne la procédure d'expertise et le mode de désignation des experts ⁽¹⁵⁾ ?

Sur les divers points relevés ci-dessus, les amendements proposés apparaissent comme insuffisamment étayés. Ils devront, dès lors, être fondamentalement revus.

⁽¹²⁾ J.O.C.E., L 19 du 24 janvier 1989, p. 16.

⁽¹³⁾ Moniteur belge du 22 janvier 1994.

⁽¹⁴⁾ J.O.C.E., L 209 du 24 juillet 1992, p. 1.

⁽¹⁵⁾ Voir, en ce qui concerne les marchés publics de services d'avocats, l'étude de L. JANS "La loi du 24 décembre 1993 et les marchés publics de services d'avocats", Administration publique, 3/2001, p. 216 et s.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Strekking van de ontworpen tekst

1. Het voorliggende wetsvoorstel past in het kader van de bestrijding van de gerechtelijke achterstand. Het voorstel strekt ertoe de procedure van deskundigenonderzoek te verbeteren om ze sneller en flexibeler te maken, door in het bijzonder bepaalde pijnpunten in de huidige procedure weg te werken : rechters die al te gemakkelijk een deskundigenonderzoek bevelen zonder de snellere of goedkopere bewijsmethoden ten volle aan te wenden; uitermate lange duur van bepaalde procedures van deskundigenonderzoek bij gebrek aan een snelle behandeling door deskundigen of partijen; ontoereikende begeleiding van de deskundigen tijdens het deskundigenonderzoek ⁽¹⁾.

Er zijn de jongste jaren verscheidene wetsvoorstellen ingediend om de procedure van deskundigenonderzoek te verbeteren. Sommige daarvan zijn ter advies voorgelegd aan de Hoge Raad voor de Justitie ⁽²⁾. De voorliggende tekst is het resultaat van het werk van een groep parlementsleden die deze wetsvoorstellen en vroegere adviezen van de Hoge Raad voor de Justitie gedeeltelijk opneemt.

⁽¹⁾ Zie het advies van de Hoge Raad voor de Justitie van 9 oktober 2002 met betrekking tot het voorontwerp van wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de rechtspleging, in het bijzonder blz. 37-38 over het deskundigenonderzoek.

⁽²⁾ De lijst van die voorstellen, alsook van de adviezen die de Hoge Raad voor de Justitie naar aanleiding daarvan heeft gegeven, is te vinden op bladzijde 4 van het voorliggende wetsvoorstel.

Het voorliggende wetsvoorstel bevat voornamelijk procedurebepalingen : in dat wetsvoorstel wordt de subsidiariteit van de procedure van deskundigenonderzoek ten opzichte van de andere bewijsmiddelen onderstreept, wordt aan de rechter een actievere rol toegekend om, in het bijzonder, de duur van de procedures van deskundigenonderzoek te verkorten en wordt de regeling voor de betaling van kosten en honoraria van deskundigen gepreciseerd. Om de werkzaamheid van dit laatste aspect van de hervorming te waarborgen, voegt het wetsvoorstel bovendien in het Strafwetboek een nieuw artikel 509*quater* in, waarbij de deskundige die niet-toegestane rechtstreekse betalingen zou aanvaarden van een partij in het geding strafrechterlijk wordt veroordeeld.

2. De voorgestelde amendementen strekken voornamelijk tot invoering van een systeem van lijsten van deskundigen die als gerechtsdeskundigen bij de rechtbanken zouden zijn erkend ⁽³⁾. Ze bevatten bovendien een wijziging van het Strafwetboek die bedoeld is om het onrechtmatig voeren van de titel van gerechtsdeskundige te bestraffen en enkele procedurebepalingen.

Thans luidt artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt :

"De hoven en rechtbanken mogen lijsten van deskundigen opmaken, overeenkomstig de regels die de Koning bepaalt."

In 1999 is aan de Raad van State een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van die bepaling voorgelegd, maar, naar aanleiding van de zeer kritische opmerkingen die de afdeling wetgeving in advies 28.798/2 van 31 mei 1999 had gemaakt, heeft men van dat ontwerp afgezien ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Zie in dat verband de verschillende, reeds vroeger ingediende wetsvoorstellen, alsook het advies van de Hoge Raad voor de Justitie van 29 juni 2005 betreffende zeven wetsvoorstellen tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek voor wat betreft het deskundigenonderzoek (Gedr. St., Kamer, DOC 51 0073/002, in het bijzonder blz. 9 e.v.).

⁽⁴⁾ Zie in dat verband de toelichting die voorafgaat aan het wetsvoorstel "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de expertise" ingediend op 25 mei 2005 door T. Van Parys c.s., Gedr. St., Kamer, DOC 51 1806/001, blz. 3.

Het thans voorliggende wetsvoorstel bevat geen soortgelijke bepaling meer als het huidige artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien dat artikel vervangen wordt door een bepaling met een andere strekking.

Voor zover de amendementen tot doel hebben in het Gerechtelijk Wetboek een systeem van lijsten van bij de rechtbanken erkende gerechtsdeskundigen in te voeren, hebben ze betrekking op de organisatie van het gerecht. Doordat die amendementen aan de procureur des Konings (via een positief advies) het prerogatief verlenen om een deskundige op de lijst op te nemen en aan de rechter het prerogatief om een deskundige te schorsen of een einde te maken aan op de inschrijving, ook betrekking op de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken ⁽⁵⁾.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

De strekking van het wetsvoorstel is ruimer dan het opschrift doet vermoeden, aangezien het wetsvoorstel ook tot doel heeft het Strafwetboek te wijzigen. Het opschrift zou als volgt kunnen worden gewijzigd :

"Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot invoeging van een artikel 509^{quater} in het Strafwetboek".

⁽⁵⁾ Voor de gevolgen daarvan wordt verwezen naar de hierna gemaakte bijzondere opmerking over artikel 1 van het voorliggende voorstel.

Dispositief

Artikel 1

De bepalingen vervat in hoofdstuk II van het wetsvoorstel zijn procedurebepalingen. Zulke bepalingen behoren niet tot de aangelegenheden genoemd in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet ⁽⁶⁾ en moeten dus worden aangenomen volgens de procedure van het onvolledige bicameralisme bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Daarentegen vallen de amendementen die betrekking hebben op de invoering van een stelsel van lijsten van erkende gerechtsdeskundigen onder de rechterlijke organisatie en de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken, zoals in de algemene opmerking is aangegeven. Deze bepalingen moeten deel uitmaken van een afzonderlijke wet aangenomen volgens de procedure van het volledige bicameralisme waarin artikel 77 van de Grondwet voorziet ⁽⁷⁾.

Artikel 30*bis* (nieuw), waarbij in het Strafwetboek een artikel 227*quater* ingevoegd wordt (amendement nr. 9), zijnerzijds, zal op zijn vroegst aangenomen kunnen worden tegelijk met die afzonderlijke wet, waarvan het de naleving waarborgt.

⁽⁶⁾ Zie, in die zin, advies 37.018/2 van 18 mei 2004 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 31 mei 2005 tot wijziging van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor de onwerkzame voorlopige hechtenis, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van sommige bepalingen van het Wetboek van strafvordering (Belgisch Staatsblad van 16 juni 2005).

⁽⁷⁾ De afdeling wetgeving heeft er reeds herhaaldelijk aan herinnerd dat bepalingen betreffende de bevoegdheden van rechters en van leden van het openbaar ministerie vallen onder de procedure bepaald in artikel 77 van de Grondwet (zie bv. : advies 31.367/2, gegeven op 11 juni 2001 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 december 2002 tot uitbreiding van de mogelijkheden tot inbeslagneming en verbeurdverklaring in strafzaken [Belgisch Staatsblad van 14 februari 2003]; advies 37.950/2, gegeven op 12 januari 2005 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten [Belgisch Staatsblad van 15 juni 2006]).

Onder de voorgestelde amendementen is alleen dat betreffende artikel 29 (amendement nr. 10 : aanvulling van het ontworpen artikel 991 met een paragraaf 3) een procedurebepaling die losstaat van het stelsel van lijsten van deskundigen, zodat ze nu reeds volgens de procedure van artikel 78 van de Grondwet kan worden aangenomen.

Artikelen 4 en 5

1. Het wetsvoorstel vertoont twee leemtes tussen de artikelen 4 en 5 :

- er wordt niet vermeld wat met de huidige artikelen 963 tot 965 van het Gerechtelijk Wetboek geschiedt;
- het bevat een onderafdeling 1 en een onderafdeling 3, maar geen onderafdeling 2.

De ingediende amendementen voorzien weliswaar in de invoeging, in het Gerechtelijk Wetboek, van een onderafdeling 2, met als opschrift "Lijsten", alsook in nieuwe artikelen 963 tot 965 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de lijsten van erkende gerechtsdeskundigen. Om de redenen die uiteengezet zijn in de bijzondere opmerking over artikel 1, mogen die amendementen evenwel niet worden opgenomen in het voorliggende wetsvoorstel. In dit wetsvoorstel moet dan ook worden bepaald dat de artikelen 963 tot 965 van het Gerechtelijk Wetboek opgeheven worden. De onderafdelingen die bij het wetsvoorstel worden ingevoegd, moeten een doorlopende nummering krijgen.

2. Artikel 5 zou duidelijker zijn als daarin geschreven werd : "die de - ongewijzigde - artikelen 966 tot 971 zal omvatten, luidende ...".

Artikel 6

Het opschrift van onderafdeling 4 (die onderafdeling 3 wordt) zou beter als volgt worden gesteld : "Verloop van het deskundigenonderzoek".

.../...

Artikel 7

(ontworpen artikel 972 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De indieners van het wetsvoorstel dienen er zorg voor te dragen dat ze een uit juridisch oogpunt correcte terminologie hanteren die aansluit bij de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Bijvoorbeeld dient in het ontworpen artikel 972, eerste lid, te worden geschreven : "Het vonnis waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen" (en niet : "De beslissing die het deskundigenonderzoek beveelt").

Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van de tekst.

2. De onderscheiden stappen van de procedure waarin het ontworpen artikel 972 voorziet, zouden moeten worden verduidelijkt, inzonderheid die waarin het tweede lid van die bepaling voorziet. Aangezien in het vervolg van de tekst van het voorstel met het begrip "installatievergadering" wordt gewerkt ⁽⁸⁾, zou in het ontworpen artikel 972, tweede lid, duidelijk tot uiting moeten worden gebracht of die "installatievergadering" het verschijnen in de raadkamer is waarvan in dat tweede lid sprake is, dan wel of het gaat om de "eerste bijeenkomst" vermeld in hetzelfde lid.

Ook de chronologische volgorde van de beide bijeenkomsten waarvan in het ontworpen artikel 972, tweede lid, sprake is, zou duidelijker uit de tekst moeten blijken : het zou beter zijn te spreken van de "eerste bijeenkomst", die voorafgaat aan de bijeenkomst in de raadkamer, voordat laatstgenoemde bijeenkomst ter sprake komt. In de tekst zou ook een duidelijker onderscheid gemaakt moeten worden tussen de bedoeling van elk van beide bijeenkomsten.

3. De afdeling wetgeving vraagt zich af waarom het ontworpen artikel 972, tweede lid, geredigeerd is als een loutere mogelijkheid ("De beslissing (lees : het vonnis) kan eveneens de datum vaststellen ..."), terwijl een beslissing over de onderscheiden punten opgesomd in die bepaling hoe dan ook moet worden genomen in de loop van de procedure van deskundigenonderzoek. In de tekst wordt overigens niet aangegeven hoe de procedure verloopt als bij de beslissing (lees : bij het vonnis) geen datum wordt bepaald voor het verschijnen in de raadkamer. De bepaling in kwestie zal in deze opzichten moeten worden herzien.

⁽⁸⁾ Inzonderheid artikel 8.

4. In de opsomming die vervat is in het ontworpen artikel 972, tweede lid, zou de volgorde van de twee laatste streepjes het best omgekeerd worden, aangezien daardoor beter tot uiting zou komen dat in het eindverslag van de deskundige rekening behoort te worden gehouden met de opmerkingen die de partijen over het voorlopig advies van de deskundige hebben gemaakt.

Artikel 9

(ontworpen artikel 973 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Men zou er beter aan doen paragraaf 3 van het ontworpen artikel 973 te laten vervallen en het begin van paragraaf 1 van diezelfde bepaling als volgt te stellen :

"Art. 973. De rechter die het deskundigenonderzoek heeft bevolen of de daartoe aangewezen rechter volgt het onderzoek en ...".

Aldus zal de aanwijzing van de rechter die ermee belast wordt het onderzoek te volgen, geschieden volgens de regels die normaal in de rechtbank gelden, hetgeen niet noodzakelijkerwijze het geval zou zijn in de regeling die in de ontworpen paragraaf 3 in het vooruitzicht wordt gesteld.

2. In de ontworpen paragraaf 2, eerste, derde en vijfde lid, zou het duidelijker zijn om in plaats van "de verstekdoende partijen" te schrijven "de partijen die verstek hebben laten gaan op de bijeenkomst bedoeld in artikel ...".

In de ontworpen paragraaf 2, vijfde lid, lijkt het passender om de tweede volzin aldus te stellen : "De griffier geeft hiervan binnen vijf dagen kennis aan de partijen en raadslieden bij gewone brief, en bij gerechtsbrief aan de partijen die op de bijeenkomst bedoeld in artikel ... verstek hebben laten gaan, en naargelang van het geval, aan de deskundige wiens taak is bevestigd, aan de deskundige die van zijn taak is ontheven of aan de nieuw aangestelde deskundige."

Artikel 10

(ontworpen artikel 974 van het Gerechtelijk Wetboek)

Voorgesteld wordt om in paragraaf 1, vooraan in de tekst van het tweede streepje, de woorden "in voorkomend geval" in te voegen.

In paragraaf 3 schrijve men : "... de voorgeschreven termijn ...".

Artikel 11

(ontworpen artikel 975 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Op basis van de toelichting bij het voorstel is het niet mogelijk een oordeel te vellen over het nut van de mogelijkheid die in het ontworpen artikel 975, § 1, eerste lid, aan de rechter wordt geboden om een kortere termijn dan acht dagen vast te stellen waarin de deskundige de betrokkenen kennis dient te geven van de aanvang van de werkzaamheden, terwijl de termijn waarover de deskundige krachtens paragraaf 2, eerste lid, van dezelfde bepaling beschikt om zijn werkzaamheden aan te vatten, niet beïnvloed wordt door die inkorting van termijn.

Bovendien moet in de Franse tekst "conseils" worden geschreven in plaats van "conseillers".

2. Het zou nuttig zijn in paragraaf 1, tweede lid, te preciseren of de formaliteit waarvan de partijen de deskundige kunnen ontslaan uitsluitend het zenden van een aangetekende brief is of het zenden van een oproeping als zodanig.

3. Het lijkt op het eerste gezicht contradictorisch dat in paragraaf 2, tweede lid, gesteld wordt dat de deskundige het uitstel moet toestaan, terwijl vervolgens bepaald wordt dat hij aan de rechter kennis dient te geven van elke weigering tot uitstel. Als laatstgenoemde mogelijkheid verwijst naar het geval dat minder dan vijf dagen vóór de aanvang van de werkzaamheden om uitstel wordt verzocht, zou het nuttig zijn zulks uitdrukkelijk te stellen.

De Raad van State vraagt zich overigens af waarom de deskundige aan de rechter kennis dient te geven van de weigering tot uitstel, maar niet van het toegestane uitstel.

Artikel 14

(ontworpen artikel 978 van het Gerechtelijk Wetboek)

Voorgesteld wordt om in paragraaf 1, eerste lid, te schrijven : "Het eindverslag wordt gedagtekend en vermeldt de tegenwoordigheid ...".

Artikel 18

(ontworpen artikel 982 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 982 van het Gerechtelijk Wetboek behoort "expert(s)" te worden geschreven in plaats van "expert(s) judiciaire(s)". Zulks om een eenvormige benaming te hanteren.

2. Voorgesteld wordt om vooraan in het tweede lid de woorden "De deskundigen" te vervangen als volgt : "Als verscheidene deskundigen aangesteld zijn, maken zij ... geven zij ...".

In de Franse tekst van hetzelfde lid dient het woord "pluralité" te worden vervangen door het woord "majorité".

Artikel 19

(ontworpen artikel 983 van het Gerechtelijk Wetboek)

Het zou goed zijn aan te geven of het vonnis in kwestie het vonnis is waarmee het geding wordt afgesloten.

In de Franse tekst dient "expert" te worden geschreven in plaats van "expert judiciaire". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 20 van het voorstel.

Artikel 21

(ontworpen artikel 984 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het ontworpen artikel 984 wordt het geval belicht dat

"(...) de rechter in het verslag niet voldoende opheldering vindt, of (dat) het verslag zware misslagen bevat."

De tweede mogelijkheid valt noodzakelijkerwijze onder de eerste, zodat de woorden ", of indien het verslag zware misslagen bevat" dienen te vervallen.

Artikel 23

(ontworpen artikel 986 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het ontworpen artikel 986 wordt het woord "deskundige" nu eens in het enkelvoud, dan weer in het meervoud gebezigd; er zou voor één enkele vorm moeten worden gekozen.

Artikel 24

Het opschrift van onderafdeling 6 (die onderafdeling 5 wordt) zou vervangen moeten worden door het volgende opschrift : "Kosten en honoraria van de deskundigen".

Artikel 26

(ontworpen artikel 988 van het Gerechtelijk Wetboek)

Het eerste lid van het ontworpen artikel 988 zou als volgt gesteld moeten worden :

"Art. 988 - Indien de deskundige meent dat het voorschot of het vrijgegeven deel daarvan niet volstaat, kan hij de rechter verzoeken een aanvullend voorschot te laten consigneren of het verder vrij te laten geven."

In het derde lid dient het woord "wanneer" te worden voorafgegaan door de woorden "te bevelen".

Artikel 28

(ontworpen artikel 990 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het tweede lid zou moeten worden aangegeven binnen welke termijn de deskundige zijn staat van kosten en ereloon moet indienen.

Artikel 30

(ontworpen artikel 991*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In het eerste lid is sprake van "definitieve begroting". Die uitdrukking is dubbelzinnig en zou het best verduidelijkt worden. Verwijzen de stellers van het voorstel daarmee naar het volledige bepalen van de staat van kosten en ereloon van de deskundige?

2. Voorgesteld wordt om in het tweede lid van het ontworpen artikel 991*bis* op de woorden "rechtstreekse betaling" de woorden "van de partijen" te laten volgen.

Opschrift van hoofdstuk III

Aangezien hoofdstuk III van het wetsvoorstel slechts één wijziging van het Strafwetboek bevat, lijkt de meervoudsvorm die in het opschrift van dat hoofdstuk wordt gebezigd, niet verantwoord.

Opmerkingen betreffende de amendementen

Aan het einde van de toelichting bij het wetsvoorstel worden de volgende opmerkingen gemaakt ⁽⁹⁾ :

"Voorliggend wetsvoorstel bevat geen bepalingen over het opstellen van deskundigenlijsten of het statuut van deskundigen. De werkgroep wenste deze materie nader te bespreken in de Commissie Justitie."

De voorgestelde amendementen voorzien evenwel in het invoeren, in het Gerechtelijk Wetboek, van een systeem van lijsten van gerechtsdeskundigen, waaruit de rechter in principe de deskundige moet kiezen die hij aanwijst.

Los van de bijzondere opmerking gemaakt bij artikel 1 van het wetsvoorstel, waarnaar verwezen wordt, geven die amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemeen beschouwd blijkt niet dat bij het uitwerken van de voorgestelde amendementen een aantal vraagstukken in verband met het opmaken van lijsten van deskundigen voldoende grondig zijn onderzocht. Heel wat vraagstukken komen niet of onvoldoende aan bod. In dat verband kunnen, zonder volledig te willen zijn, de volgende aspecten van de ingediende amendementen worden genoemd :

1. amendement nr. 3 (ontworpen artikel 963, § 3, eerste lid, 1° en 2°, van het Gerechtelijk Wetboek) : de aard van de vereiste bekwaamheid of ervaring wordt niet gepreciseerd; in het bijzonder lijkt het absoluut nodig per soort geschil (medische sector, automobielsector, vastgoedsector ...) de vereiste bekwaamheden en ervaring te bepalen; die kwesties zijn te belangrijk om ze over te laten aan de uitvoerende macht, zoals bepaald in het voorlaatste lid van paragraaf 3 van dezelfde bepaling;
2. amendement nr. 3 (ontworpen artikel 963, § 3, laatste lid, van het Gerechtelijk Wetboek) : de wijze waarop de taalaanhorigheid kan worden bepaald (diploma, taalexamen, ...) moet worden gepreciseerd;

⁽⁹⁾ Gedr. St., Kamer, DOC 51 2540/001, blz. 6.

3. amendement nr. 5 (ontworpen artikel 965, § 2, vierde lid, laatste zin, van het Gerechtelijk Wetboek) : de kwestie van de rechtsmiddelen die deskundigen kunnen aanwenden tegen beslissingen aangaande hun inschrijving op de lijst van deskundigen valt onder de organisatie van de hoven en rechtbanken ⁽¹⁰⁾, en moet geregeld worden in een wet aangenomen overeenkomstig artikel 77 van de Grondwet; de door de bewuste bepaling voorgeschreven overdracht van bevoegdheid aan de uitvoerende macht is dus niet aanvaardbaar;
4. eventuele gevolgen van het recht van de Europese Unie lijken niet te zijn onderzocht door de indiener van de amendementen; wat dat betreft wijst de Raad van State inzonderheid op de volgende aspecten van de amendementen, in verband waarmee de gemaakte keuzes verantwoord moeten kunnen worden ten aanzien van het communautaire recht in geval van latere beroepen :

a) worden met de verplichting die aan de deskundige wordt opgelegd om zijn taalaanhorigheid mee te delen (waaronder Nederlands of Frans wordt verstaan) deskundigen van andere lidstaten van de Europese Unie niet uitgesloten, en zo ja, valt die uitsluiting te verantwoorden ten aanzien van de voorschriften van de communautaire verdragen?

b) in een wetsvoorstel van 12 februari 2004 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts is onder meer de kwestie ter sprake gekomen ⁽¹¹⁾ van de eventuele gevolgen van richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten ⁽¹²⁾; uit de ingediende amendementen blijkt niet dat de eventuele gevolgen van die richtlijn onderzocht zijn;

⁽¹⁰⁾ In de verantwoording van paragraaf 2 stelt de indiener van de amendementen voor verhaal (lees : beroep) tegen niet-inschrijving, schorsing, schrapping of weglating van de lijst van deskundigen toe te vertrouwen aan een rechter uit een ander arrondissement "die dit verhaal dan met de nodige objectiviteit kan beoordelen".

⁽¹¹⁾ Gedr. St., Kamer, DOC 51 0799/001, blz. 6.

⁽¹²⁾ Publikatieblad, L 19 van 24 januari 1989, blz. 16.

c) de volgende vraag is noch in het voorliggende wetsvoorstel aan bod gekomen, noch in de ingediende amendementen, noch in de wetsvoorstellen die eerder in dezen zijn ingediend, noch in de adviezen die de Hoge Raad voor de Justitie dienaangaande heeft uitgebracht : valt de activiteit van gerechtsdeskundigen, die bestaat in dienstverlening, niet binnen de werkingssfeer van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ⁽¹³⁾, waarmee meer bepaald richtlijn 92/50/EEG van de Raad van 18 juni 1992 wordt omgezet betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor dienstverlening ⁽¹⁴⁾, en zo ja, wat moeten daarvan de gevolgen zijn voor tot de procedure van deskundigenonderzoek en de wijze van aanstelling van deskundigen ⁽¹⁵⁾?

Wat betreft de verschillende kwesties die hierboven zijn aangehaald, lijken de voorgestelde amendementen onvoldoende onderbouwd te zijn. Ze moeten bijgevolg grondig worden herzien.

⁽¹³⁾ Belgisch Staatsblad van 22 januari 1994.

⁽¹⁴⁾ Publikatieblad, L 209 van 24 juli 1992, blz. 1.

⁽¹⁵⁾ Zie, wat betreft overheidsopdrachten voor aanneming van diensten van advocaten, de studie van L. JANS "La loi du 24 december 1993 et les marchés publics de services d'avocats", Administration publique, 3/2001, blz. 216 e.v.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

M. HANOTIAU,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Ph. QUERTAINMONT,
F. DAOÛT,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL,
auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. W. VOGEL, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN, premier président du Conseil
d'État.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. R. ANDERSEN, eerste voorzitter van de
Raad van State.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU